

re canadienne la plus proche. Elle s'éloigne de la région ouest de l'Alaska et se dirige vers l'océan, et pas vers le Canada.

• (1500)

Nous devons être très vigilants. C'est une terrible catastrophe qui nous préoccupe beaucoup. Nous faisons preuve d'une vigilance extrême pour nous assurer que la nappe n'atteigne pas notre côte.

**M. Fulton:** Monsieur le Président, la réponse que nous venons d'entendre était pathétique.

#### LA MENACE QUI GUETTE LA CÔTE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

**M. Jim Fulton (Skeena):** Monsieur le Président, j'adresse ma question supplémentaire au ministre des Transports. Une heure avant la période des questions, les responsables du service des urgences de la Garde côtière du ministère des Transports m'ont confirmé que la nappe se trouve à 50 milles au sud de Cordova, soit à 200 milles de la côte de la Colombie-Britannique pour quiconque se donne la peine de vérifier sur la carte.

Que va faire le ministre? Va-t-il faire acheminer le matériel de retenue et de nettoyage vers la côte nord de la Colombie-Britannique, tant qu'il est encore temps de se préparer, ou va-t-il attendre que la nappe atteigne notre côte?

**L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports):** Monsieur le Président, le député se trompe. Je préfère utiliser les chiffres de mon collègue qui viennent directement de la Garde côtière canadienne. Ce n'est pas le moment de faire de la politcaillerie.

\* \* \*

#### LES TRANSPORTS

##### LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS AU TRANSPORT DES MARCHANDISES DANS LA RÉGION ATLANTIQUE

**M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte):** Monsieur le Président, la menace de temps durs que fait planer sur le Canada atlantique le discours du Trône d'hier s'est malheureusement déjà concrétisée.

J'ai en main la copie d'une lettre envoyée hier au premier ministre par le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, M. John Buchanan, au nom du Conseil des Premiers ministres des Maritimes. Dans cette lettre, il s'interroge sérieusement sur la possibilité que le Programme de subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique, programme d'une valeur de 90 millions de dollars par année, soit sur le point d'être supprimé ou réduit.

Je cite le premier ministre Buchanan: «Selon une étude de 1983, dans la pire éventualité, la suppression du Programme de subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique se solderait par la perte de

12 100 emplois et de revenus annuels de 330 millions de dollars».

Le premier ministre est en possession de cette lettre. Est-il prêt à assurer à cette Chambre et, par son intermédiaire, aux Canadiens de l'Atlantique que le Programme de subventions au transport des marchandises dans la région atlantique ne sera ni réduit ni supprimé par suite des mesures budgétaires qui seront bientôt annoncées?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je comprends très bien les inquiétudes que le député prête aux premiers ministres de l'Atlantique. Le député soulève une question hypothétique. Il comprendra qu'il m'est impossible de me prononcer sur des questions hypothétiques. Comme sa question porte sur ce qui pourrait ou non figurer dans le budget, le député doit attendre le discours du budget pour obtenir une réponse.

**M. Tobin:** Monsieur le Président, je fais tenir au premier ministre une copie de la lettre que lui a envoyée le premier ministre Buchanan.

##### LES DISPOSITIONS DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE CANADA—ÉTATS-UNIS

**M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte):** Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser. Il ne s'agit pas d'une simple supposition. Il y a environ une heure, j'ai eu une conversation téléphonique avec Brian Wentzell, président de la Commission des transports des provinces de l'Atlantique, qui m'a informé qu'il avait rencontré les hauts fonctionnaires des quatre ministres de l'Atlantique et du ministre des Transports pour discuter de la question. On lui aurait déclaré que l'Accord de libre-échange est l'une des causes de l'élimination de cette subvention de 90 millions de dollars.

Je voudrais poser au premier ministre la question suivante. Étant donné qu'il a promis en novembre dernier, au cours de la campagne électorale, que les subventions accordées aux régions ne seraient pas touchées par l'Accord de libre-échange, pourquoi le premier ministre Buchanan lui envoie-t-il cette lettre? Pourquoi les hauts fonctionnaires des quatre ministres de l'Atlantique et du ministre des Transports affirment-ils au président de notre commission des transports que le programme sera bientôt supprimé à cause des pressions attribuables à l'Accord de libre-échange?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je ne sais pas au juste de quoi parle le député. Il fait allusion à certaines conversations privées qu'il aurait eues il y a environ une heure. Je ne suis pas au courant de ces conversations, mais je serais heureux d'en discuter avec lui.

Il semble que son interlocuteur lui ait appris que la faute en incombait à l'Accord de libre-échange. Il a sûrement dû consulter les libéraux et leur critique en matière de finances qui a déclaré que si les conservateurs touchaient à n'importe quel programme, les libéraux en